



QUESTIONNAIRE DE SANTÉ



L'article L.113-2 du CODE DES ASSURANCES fait obligation à la personne à assurer de répondre exactement aux questions posées par l'Assureur, notamment dans le questionnaire de santé simplifié par lequel l'Assureur l'interroge lors de la conclusion de l'adhésion au contrat, sur les circonstances qui sont de nature à faire apprécier par l'Assureur les risques qu'il prend à sa charge. L'adhésion au contrat d'assurance est nulle en cas de réticence ou fausse réponse intentionnelle de la part de l'Assuré. **Les questions ci-dessous sont destinées à vous aider à rassembler vos souvenirs et à déclarer ce que vous connaissez de votre état de santé. Quelles que soient les réponses données dans ce questionnaire de santé simplifié, vous êtes formellement invité à les transmettre (sous pli cacheté dans l'enveloppe ci-jointe par la procédure de transmission sécurisée) au Médecin Conseil du service médical de l'assureur.**

PERSONNE À ASSURER

Qualité : Monsieur Madame

Nom et prénom : _____

Date de naissance : ___ / ___ / _____

Profession : _____

DÉCLARATIONS DE SANTÉ

Nous vous remercions de répondre à chacune des questions posées ci-dessous, en remplissant la case correspondante ; en cas de réponse positive à l'une des questions, merci de donner les précisions demandées et de ne rien omettre qui pourrait altérer l'appréciation du risque par l'Assureur. D'une manière générale, pour les femmes, dans le cadre d'une grossesse pathologique, tout arrêt de travail ou hospitalisation doit être également déclaré.

Conformément à la loi de modernisation de notre système de santé du 26 janvier 2016, en vue de favoriser l'accès à l'assurance des proposants présentant un risque aggravé de santé, une grille de référence (consultable sur le site www.aeras-infos.fr) énonce les pathologies pour lesquelles les assureurs doivent se soumettre à certaines conditions d'acceptation, selon des critères précisément fixés.

Si vous avez été atteint d'une pathologie entrant dans le cadre du Droit à l'oubli prévu par la Convention AERAS, vous avez le droit de ne pas la déclarer si vous remplissez les conditions énoncées dans le Document d'Information AERAS joint au présent questionnaire. Nous vous invitons à en prendre connaissance avec la plus grande attention pour connaître les modalités d'application du droit à l'oubli. Pour en savoir plus sur la convention AERAS: www.aeras-infos.fr.

VEUILLEZ RÉPONDRE PAR OUI OU NON ET COMPLÉTER EN CAS DE RÉPONSE POSITIVE :

Poids : _____ kg Taille : _____ cm Différence Taille - Poids : _____

	OUI	NON	
1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Êtes-vous actuellement en arrêt de travail, sur prescription médicale, pour raison de santé ? Pourquoi ? Depuis quand ? ___ / ___ / _____
2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Êtes-vous titulaire d'une pension, rente ou allocation au titre d'une inaptitude au travail, ou d'une invalidité ? Depuis quelle date ? ___ / ___ / _____ Pourquoi ? Êtes-vous titulaire de l'Allocation pour Adulte Handicapé (AAH) ? A quel taux ou quelle catégorie ? Quel est l'organisme qui vous verse la prestation ?
3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Suivez-vous actuellement un traitement médical ? Lequel ? Pourquoi ? Depuis quand ? ___ / ___ / _____
4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Au cours des 10 dernières années, avez-vous été atteint ou souffrez-vous actuellement d'une maladie (hors droit à l'oubli) : • de l'appareil digestif, • cardio-vasculaire, • respiratoire, • du système nerveux, • de l'appareil génito-urinaire, • endocrinienne ou métabolique, • neuropsychique, • des os et des articulations ? Si oui, précisez :



QUESTIONNAIRE DE SANTÉ



	OUI	NON	
5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Au cours des 10 dernières années, avez-vous fait ou faites-vous actuellement l'objet d'une surveillance médicale (hors droit à l'oubli) ?</p> <p>Êtes-vous ou avez-vous été pris en charge à 100% pour raison médicale par un organisme de sécurité sociale au cours des 10 dernières années (hors droit à l'oubli) ?</p>
6	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Au cours des 5 dernières années, avez-vous eu un ou plusieurs arrêts de travail de plus de 21 jours consécutifs sur prescription médicale pour raison de santé (sauf congé légal de maternité/paternité) ?</p>
7	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Au cours des 5 dernières années, avez-vous été hospitalisé et/ou avez-vous eu une opération chirurgicale ? (pour un motif autre que : ablation des amygdales ou des végétations, appendicectomie, ablation de la vésicule biliaire, cure d'une hernie ombilicale, crurale ou inguinale, varices des membres inférieurs, hémorroïdes, chirurgie dentaire, déviation de la cloison nasale, accouchement)</p>
8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Au cours des 5 dernières années, vous a-t-on prescrit un traitement médical de plus de 21 jours (sauf pour contraception) ? Par exemple : médicament, kinésithérapie, ostéopathie, acupuncture, infiltration, psychothérapie, appareillage, etc.</p> <p>Au cours des 5 dernières années, avez-vous suivi un traitement spécialisé tel que rayons, chimiothérapie ou produit radioactif à visée thérapeutique ?</p>
9	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Au cours des 6 derniers mois, avez-vous réalisé des examens complémentaires (biologie, radiographie, scanner, IRM, électrocardiogramme, échographie) ?</p>
10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Avez-vous subi un test de dépistage des sérologies, portant sur les virus des hépatites B et C ou sur celui de l'immunodéficience humaine (VIH), dont le résultat a été positif ?</p> <p><i>Vous avez la possibilité dans le cadre du Droit à l'oubli de ne pas déclarer sous certaines conditions des antécédents de santé et de répondre NON à cette question. Nous vous invitons à consulter le document d'information AERAS annexé.</i></p>
11	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Au cours des 6 prochains mois, devez-vous être hospitalisé, subir une intervention chirurgicale, des examens spécialisés ou débiter un traitement ? (pour un motif autre que : ablation des amygdales ou des végétations, appendicectomie, ablation de la vésicule biliaire, maternité, cure d'une hernie ombilicale, crurale ou inguinale, varices des membres inférieurs, hémorroïdes, chirurgie dentaire, déviation de la cloison nasale, accouchement)</p>
12	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Actuellement, présentez-vous des séquelles d'un accident ou d'une maladie ?</p>

(*) **Fin du protocole thérapeutique** : il s'agit de la date de fin de tout traitement actif du cancer, en absence de rechute (**), par chirurgie, radiothérapie, chimiothérapie effectuées en structure autorisée, à laquelle plus aucun traitement n'est nécessaire hormis la possibilité d'une thérapeutique persistante de type hormonothérapie ou immunothérapie.

(**) **Rechute** : il s'agit de toute nouvelle manifestation médicalement constatée du cancer, qu'elle le soit par le biais d'un examen clinique, biologique ou d'imagerie.



PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de cette opération font l'objet d'un traitement dont le responsable de traitement est l'assureur à l'exception des opérations dont le responsable de traitement et le périmètre sont définis à la notice d'information.

Le traitement des données a pour finalité de satisfaire votre demande et de permettre la réalisation de mesures précontractuelles, d'actes de souscription, de gestion et d'exécution ultérieure. A ce titre, elles pourront être utilisées à des fins de recouvrement, d'exercice des recours et de gestion des réclamations et contentieux, d'examen, d'appréciation, de contrôle, de surveillance du risque et à des fins d'études statistiques et actuarielles. Ces traitements ont comme base juridique l'exécution du contrat ou de mesures précontractuelles.

Les informations relatives aux données de santé sont traitées dans le cadre de la passation, la gestion et l'exécution du contrat (finalités mentionnées ci-dessus). Ce traitement a pour base juridique le consentement.

En remplissant le questionnaire médical, vous acceptez le traitement des données de santé dans ce cadre et vous acceptez le traitement des données de santé qui pourraient vous être demandées ultérieurement pour ces mêmes finalités.

Dans les conditions prévues par la réglementation :

Vous avez le droit :

- De retirer le consentement donné pour un traitement de données fondé sur cette base. Ce retrait vaut pour l'avenir et ne remet pas en cause la licéité des traitements déjà effectués,
- De prendre connaissance des informations vous concernant et le cas échéant de demander à les corriger notamment en cas de changement de situation
- De demander d'effacer ou de limiter l'utilisation de vos données notamment lorsque ces dernières ne sont plus nécessaires,
- De récupérer dans un format structuré les données que vous nous avez fournies lorsque ces dernières sont nécessaires au contrat ou lorsque vous avez consenti à l'utilisation de ces données.

Vous pouvez exercer ces droits sur simple demande après avoir fourni une preuve de votre identité :

- Auprès du délégataire de gestion tel que mentionné à la notice d'information,

L'exercice de ces droits est susceptible de rendre impossible l'exécution du contrat, dès lors que ces données participent du consentement des parties à la contractualisation.

Pour plus d'informations sur le traitement de vos données et sur vos droits, nous vous invitons à consulter le paragraphe « Information sur la protection des données personnelles » figurant aux conditions générales.

DÉCLARATIONS

Je certifie que les réponses figurant sur le présent document sont sincères et complètes et j'affirme n'avoir rien dissimulé qui pourrait induire en erreur l'Assureur sur le risque à assurer. J'ai pleinement conscience que, dans le cas contraire, j'aurais commis des réticences et fausses déclarations pouvant entraîner la nullité de l'assurance (article L 113-8 du Code des assurances).

Je déclare faire miennes toutes ces réponses, qu'elles aient été renseignées par moi-même ou remplies sur la base de mes propres déclarations. Si ces réponses ont été adressées ou renseignées par un procédé informatique, je déclare les avoir saisies moi-même ou avoir autorisé expressément et sans contrainte la personne ayant effectué cette saisie.

Dans le cadre des formalités d'adhésion, je m'engage à communiquer au Médecin Conseil de l'assureur, toutes les informations d'ordre médical provenant des Médecins que j'ai consultés, dont il pourrait avoir besoin.

J'autorise l'Assureur à transmettre les données médicales me concernant au service médical de tout tiers dont l'intervention est nécessaire pour l'application de l'assurance et notamment les réassureurs.

Je déclare être pleinement informé que j'ai la possibilité de transmettre le questionnaire de santé simplifié sous pli fermé dans l'enveloppe qui m'a été remise, au Médecin conseil du service médical de l'Assureur. Dans le cas où je n'ai pas usé de cette faculté, je certifie l'avoir fait délibérément et sans contrainte.

Je reconnais avoir pris connaissance et reçu le « Document d'information AERAS » ainsi que la « Grille de référence » annexés à ce questionnaire.

Ce questionnaire de santé est valable 6 mois à compter de la date de signature du présent document.

Fait à : _____ Le* : ____ / ____ / _____

Signature de la personne à assurer :

***La date vaut également date de remise du/des document(s) susvisé(s)**

UGIP Assurances (courtier en assurance), SAS au capital de 130 944 € immatriculée au RCS de Paris sous le n°398 784 645. Enregistrée auprès de l'ORIAS sous le n°07 005 590 (www.oriass.fr) et soumise au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. Toutes les réclamations devront être adressées par voie postale à : UGIP Assurances, Service réclamations, 73/75 rue Brillat-Savarin, 75013 Paris.

PREPAR VIE Entreprise régie par le Code des Assurances - Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance - au capital de 182 183 792 euros - Siège social : Immeuble Le Village 1 Quartier Valmy, 33 Place Ronde CS 90241 - 92981 Paris La défense cedex - N°323 087 379 RCS NANTERRE. N°LEI 969500WDOCIF97N6D206